

Unofficial translation prepared by the International Labour Office. This translation is intended for information purposes only and does not substitute consultation of the authoritative text. Copyright © 2004 International Labour Organization

## **REGLEMENT PORTANT AMENDEMENTS ET COMPLEMENTS AU DECRET SUR L'EXECUTION DE L'OBLIGATION DE TRAVAIL**

### Article premier

Dans le Décret sur l'exécution de l'obligation de travail (Journal officiel n° 11/94), l'article 10 paragraphe 3 est modifié comme suit:

"L'organe compétent de l'administration publique visé au paragraphe 2 du présent article, après avoir obtenu l'accord pour la classification en temps de guerre, envoie au Ministère de la Défense la liste des personnes astreintes au service militaire ayant une importance fonctionnelle particulière en vue d'obtenir l'accord définitif et d'engager la procédure d'affectation à l'obligation de travail dans les administrations de la Défense."

### Article 2

Au chapitre VI, est ajouté à l'article 14 un paragraphe 3 qui stipule:

"Les équipes de travail pour les autres besoins de la Défense et dans les activités particulièrement importantes pour la Défense nationale sont formées sur la base d'une décision du gouvernement de la République de Croatie."

### Article 3

Après l'article 14 sont ajoutés de nouveaux articles 14.a, 14.b, 14.c, 14.d, 14.e, 14.f, 14.g, 14.h, 14.i qui stipulent:

#### Article 14.a

Les propositions de formation des équipes de travail visées au paragraphe 3 de l'article 2 du présent décret sont présentées par les organes compétents de l'administration publique.

#### Article 14.b

Pour rendre opérationnelles les équipes de travail pour les autres besoins de la Défense et dans les activités particulièrement importantes pour la Défense nationale, sont compétentes les administrations de la Défense sur le territoire desquelles sont formées les équipes de travail.

#### Article 14.c

Les administrations de la Défense, sur la base de l'ordre du Ministre de la Défense ou de la personne qu'il désigne pour exécuter la décision du gouvernement, forment les équipes de travail, affectent les personnes tenues à l'obligation de travail et les moyens matériels, convoquent les personnes tenues à l'obligation de travail et les dirigent sur le lieu d'exécution

de leur tâche ou reçoivent les personnes affectées à l'équipe de travail et les inscrivent sur le registre de l'équipe.

#### Article 14.d

Les équipes de travail peuvent être constituées de personnes employées auprès d'une partie ou de la totalité d'une personne morale ou entreprise dont les activités sont particulièrement importantes pour la Défense nationale, à savoir:

- construction et entretien de tous les moyens de communication du pays (routiers, ferroviaires, navals et aériens),
- construction et entretien des équipements énergétiques du pays,
- bâtiment,
- transport,
- travaux hydrotechniques,
- travaux agricoles,
- entretien, réparation et maintenance des véhicules routiers à moteur, des véhicules ferroviaires, des avions et objets flottants.

#### Article 14.e

Dans les équipes de travail qui sont constituées de personnes employées auprès d'une partie ou de la totalité d'une personne morale, outre les personnes astreintes à l'obligation de travail auprès de ladite personne morale, peuvent être également affectées des personnes astreintes à l'obligation de travail provenant d'autres personnes morales de la spécialité, du métier, de la fonction concernés, ainsi que des personnes astreintes à l'obligation de travail qui n'ont pas de relation de travail et ne sont affectées ni dans les forces armées de la République de Croatie ni dans les corps de réserve de la police et de la protection civile.

#### Article 14.f

Les équipes de travail qui sont constituées de personnes employées auprès d'une partie ou de la totalité d'une personne morale peuvent conserver la dimension et l'organisation de ladite personne morale en temps de paix.

#### Article 14.g

Les organes de l'administration de l'Etat et de la région pour lesquels sont formées des équipes de travail sont tenus d'organiser le logement et la nourriture des membres de ces équipes tant que les tâches et les travaux sont en cours, et de désigner un spécialiste pour coordonner et suivre tout le processus de formation des équipes et de l'exécution des tâches.

Les frais d'indemnisation des membres des équipes de travail sont entièrement à la charge des organes de l'administration de l'Etat et des régions pour lesquels sont formées les équipes de travail, conformément à la Loi sur la Défense.

#### Article 14.h

Les personnes morales chargées de la formation des équipes de travail assurent les vêtements de travail nécessaires et les autres équipements de protection aux membres de l'équipe.

Il n'est pas délivré d'équipement militaire aux membres des équipes.

Article 14.i

Au terme de l'exécution des tâches et des travaux par les équipes de travail, les organes qui ont présenté la demande de formation de l'équipe sont tenus d'informer l'administration compétente de la Défense de l'achèvement des travaux et des tâches qu'ont effectuées les équipes de travail, et de la nécessité de dissoudre les équipes de travail."

Article 4

Le présent décret entre en vigueur le huitième jour suivant le jour de sa publication au Journal officiel.

Classe: 816-01/93-02/01

N° d'ordre: 5030109-95-3

Zagreb, le 7 décembre 1995.

Le président  
Zlatko Matesa